

L'énergie

Si le gouvernement peut mettre la main sur les sociétés pétrolières—les députés d'en face paraissent s'étonner que je dise que le gouvernement nationalise des sociétés privées. Ils n'ont aucune raison de s'étonner. Je ne doute pas du tout que le gouvernement actuel soit capable de nationaliser—de donner au public, si vous voulez—tout le nickel, l'or, le minerai de fer et l'uranium que nous avons en Ontario. Si, avec l'aide des députés à ma gauche, le gouvernement met la main sur les richesses de l'Alberta, de Terre-Neuve, de la Colombie-Britannique et de la Saskatchewan, en déclarant que les Canadiens en sont propriétaires et en éliminant toute possibilité pour les provinces d'en tirer des redevances, il s'emparera de tout ce qui lui tombera sous la main.

Monsieur l'Orateur, saviez-vous que, dès que le gouvernement détient une part dans ces sociétés, elles ne payent plus de redevances parce que ce serait illégal? Le gouvernement n'a aucune intention de réduire les dépenses publiques. Tant que les Canadiens n'éliront pas un parti qui veut vivre selon ses moyens, un parti qui a le courage de sabrer dans la bureaucratie, nous aurons un pays républicain. Tout appartiendra à l'État. Il y a des gens dans cet édifice-ci qui touchent \$80,000 et \$90,000 par année. Le fonctionnaire le mieux payé qui travaille pour le premier ministre gagne plus que son patron. Certains bureaucrates sur la colline parlementaire gagnent plus que les députés. Le gouvernement n'a absolument aucun motif valable de laisser les bureaucrates diriger le pays. Je reconnais que les ministériels sont experts dans un domaine: ils savent comment attirer les votants. Ils les attirent en les trompant et en les leurrant.

En terminant, monsieur l'Orateur, j'ai un deuxième point à signaler: le 1^{er} janvier, le gouvernement a pu trouver 564 millions de dollars pour acheter des balances fabriquées à l'étranger. C'est inexcusable. Avec cette somme, il aurait pu régler les problèmes que pose l'urée-formaldéhyde. Nous pourrions garder nos mesures canadiennes, les mesures-étalons impériales. Le gouvernement ne se soucie pas des Canadiens ni non plus que des prix énergétiques. Le gouvernement va acculer la libre entreprise à la faillite.

Des voix: Bravo!

M. Doug Anguish (The Battlefords-Meadow Lake): Monsieur l'Orateur, je suis très heureux de pouvoir prendre la parole au nom du Nouveau parti démocratique dans le cadre du débat sur la motion conservatrice. Les conservateurs demandent que la Chambre blâme le gouvernement d'avoir de nouveau augmenté sans nécessité les taxes pétrolières et d'avoir de ce fait grevé tous les consommateurs, et surtout les utilisateurs de mazout, de prix bien supérieurs à ceux qui avaient été promis, sans alléger le fardeau des personnes les plus touchées et les moins capables de s'adapter. Je trouve bizarre que les conservateurs proposent une telle motion alors qu'ils n'étaient pas très disposés à agir à l'époque où ils auraient pu essayer de résoudre ce problème.

Le député néo-démocrate qui a parlé le premier, le député de Vancouver-Kingsway (M. Waddell) a très bien exposé les répercussions désastreuses de la hausse des prix sur les consommateurs. Il a par ailleurs démontré que les libéraux et les conservateurs réagissent à peu près de la même façon quand il s'agit de s'attaquer au problème énergétique ou à la crise de l'énergie, comme certains Canadiens se plaisent à l'appeler.

Je voudrais parler pendant quelques instants de groupes qui sont particulièrement éprouvés, surtout de ceux que j'ai l'honneur de représenter: les habitants des lointaines régions septentrionales et les agriculteurs.

Je voudrais auparavant dire quelques mots de Petro-Canada. Au cours de la dernière campagne électorale, j'ai activement défendu Petro-Canada. Je trouvais cette agence formidable. J'y voyais le moyen pour les Canadiens de se rendre maîtres de l'industrie pétrolière. J'ai d'abord pensé qu'avec Petro-Canada nous pourrions acquérir un droit de regard canadien sur l'industrie pétrolière. J'ai ensuite pensé que Petro-Canada serait un autre genre de société pétrolière qui vendrait le pétrole à un prix fixé par ceux à qui le pétrole appartient. Nous aurions su alors quelle marge de bénéfice taxer. Nous aurions pu ainsi exiger du consommateur un prix réaliste pour une ressource qui lui appartient, au lieu du prix gonflé que nous imposent les sociétés pétrolières. Notre parti et moi personnellement croyions que Petro-Canada pourrait nous renseigner sur l'industrie pétrolière. Nous pensions que Petro-Canada nous dirait quelles réserves d'hydrocarbures restaient dans le sol, ce que leur extraction coûterait et quel en serait le prix réaliste. Une grande quantité des données provenant de recherche reviendraient au gouvernement fédéral et à la population canadienne ce qui nous permettrait d'être mieux informés au sujet des problèmes que nous rencontrons dans le domaine pétrolier car jusqu'à présent nous avons rencontré de véritables difficultés en tant que gouvernement et que peuple à acquérir des connaissances concernant l'industrie pétrolière. Quoi qu'il en soit pour le moment je ne suis pas aussi enthousiaste envers Petro-Canada que je l'étais durant la dernière campagne électorale.

La raison de ce manque d'enthousiasme envers Petro-Canada est que je crains que le gouvernement ne fasse rien de bien différent avec Petro-Canada. Tout ce qu'il essaiera de faire est de développer une plus grosse société pétrolière qui soit un peu plus rentable. Il continue à adopter certains comportements que les Canadiens réprouvent. Beaucoup de secret entoure même les agissements de Petro-Canada. On peut dire que sa politique est parfois tournée en décision quand la société, par exemple, dépense de fortes sommes non pas au profit de Canadiens mais bien de ressortissants d'autres pays auxquels a été confiée la mise au point du symbole commercial de Petro-Canada, ce qui aurait dû se faire au Canada. De plus, le gouvernement ne respecte pas les droits des territoires du Nord puisqu'il a accordé à certaines sociétés pétrolières et à Petro-Canada des concessions leur permettant de faire de la prospection dans cette région avant même le règlement des revendications territoriales. Petro-Canada ne diffère donc guère des autres grandes sociétés pétrolières, et cela m'inquiète.

● (2030)

Si cette société ne cherche qu'à prendre de l'ampleur et à améliorer son efficacité, je pense que nous sommes à nouveau tombés dans le panneau, comme cela nous arrive depuis des années. Cette société devrait être administrée dans l'intérêt des Canadiens; elle devrait leur appartenir puisqu'elle s'occupe de leurs ressources. Au lieu de changer d'orientation, d'envisager de nouvelles possibilités et d'améliorer le réseau de distribution, le gouvernement se préoccupe uniquement de la rendre plus efficace, comme s'il s'agissait de n'importe quelle autre